

Les Togolais approuvent la réponse à la COVID-19, mais pensent que des fonds ont été perdus à cause de la corruption

Dépêche d'Afrobarometer No. 609 | Hervé Akinocho et Komi Amewunou

Résumé

Le monde connaît depuis 2019 l'une des plus graves crises sanitaires de son temps. La pandémie de COVID-19 a amené les gouvernements de nombreux pays à prendre des mesures exceptionnelles aussi bien en matière de la liberté de mouvement des personnes (couvre-feu, fermeture de frontières, interdiction de voyage, suspension des activités de masse, etc.) qui ont impacté l'économie mondiale en rompant les chaînes de production. Ainsi le continent a perdu 2,1% de son produit intérieur brut en 2020, et des millions de personnes ont été plongées dans l'extrême pauvreté (Banque Africaine de Développement, 2021, 2022). Les pays africains dont le Togo n'ont pas échappé à ce choc.

Au niveau sanitaire, avec les efforts et mesures déployés par le gouvernement togolais, les effets sur la population ont été relativement limités. Ainsi, 39.367 cas de COVID-19 ont été confirmés positifs dans le pays à la date du 18 février 2023 parmi lesquels 290 décès, avec seuls cinq cas actuellement signalés positifs (Site d'Information Officiel du Gouvernement, 2023). Actuellement les mesures de riposte prises ont été progressivement assouplies par le gouvernement ou abandonnées par les populations.

Pour répondre aux défis économiques nés de cette situation, les gouvernements ont mis en place des politiques de soutien aux entreprises mais aussi aux personnes vulnérables. Au Togo le gouvernement a initié avec le support des partenaires techniques et financiers un fond de solidarité et de relance économique doté d'un montant d'environ \$650 millions de dollars américains (Akinocho, 2021).

Il est apparu qu'une majorité de citoyens de plusieurs pays africains ne font pas confiance à leurs autorités en matière de gestion des fonds mobilisés dans le cadre de la réponse à cette pandémie (Sanny, 2022 ; Akinocho, 2021 ; Darga, 2021 ; Ndoma, Moyo-Nyede & Kugarakuripi, 2021 ; Seydou, 2021). Cette perception est aussi partagée par des institutions telles que Human Rights Watch (2021), ou encore les l'Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime (2020). Ces soupçons de mauvaises gestion ou d'utilisation inappropriées de ces fonds ont été malheureusement ravivés par les rapports de la Cour des Comptes dans certains pays au rang desquels le Sénégal et le Togo. Au Sénégal, une enquête est actuellement en cours sur les personnes indexées par le rapport de la Cour des Comptes. Au Togo par contre, bien qu'ayant relevé quelques insuffisances dans l'utilisation des ressources mises à disposition des ministères sectoriels, le rapport de la Cour des Comptes a donné un satisfécit à la gestion faite par le gouvernement des ressources mobilisées dans le cadre de la riposte anti-COVID. Aucune action n'a été prise pour le moment vis-à-vis de la justice concernant les insuffisances constatées. Dans ces deux pays, des organisations ou des collectifs d'organisation de la société civile s'emparent de la question afin d'obtenir la lumière sur les présomptions (Dossavi, 2023 ; Kouamé, 2023 ; Ba, 2023 ; Akofa, 2023).

Que pensent les Togolais de la gestion de la pandémie de la COVID-19 ?

Selon les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer dans le pays, la majorité des Togolais approuvent les réponses apportées par le gouvernement à la pandémie, mais estiment que « certains » ou « beaucoup » de ressources ont été perdues à cause de la corruption, et ne sont pas satisfaits de l'aide apportée aux ménages vulnérables.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2023) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Togo, conduite par le Center for Research and Opinion Polls (CROP), s'est entretenue avec 1.200 adultes togolais en mars 2022. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Togo en 2012, 2014, 2017 et 2021.

Résultats clés

■ Impacts de la COVID-19

- A travers le pays, 2% des Togolais affirment qu'un membre de leur ménage est tombé malade ou a été testé positif à la COVID-19.
- Plus du quart (27%) des citoyens déclarent qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie.

■ Perceptions sur les vaccins contre la COVID-19

- Près des trois quarts (73%) des Togolais déclarent avoir reçu une vaccination contre la COVID-19.
- Un sur six Togolais (17%) estiment qu'il n'est « pas du tout probable » (10%) ou « pas très probable » (7%) qu'ils se fassent vacciner.
- Plus de la moitié (53%) des Togolais disent faire « quelque peu » (27%) ou « beaucoup » (26%) confiance au gouvernement pour assurer la sécurité des vaccins contre la COVID-19.

■ La gestion de la pandémie

- Plus de sept sur 10 Togolais (72%) approuvent la gestion que le gouvernement fait de la réponse à la pandémie.
- La majorité des citoyens se disent satisfaits des efforts du gouvernement pour réduire au minimum les perturbations dans l'éducation (65%) et pour assurer que les structures sanitaires disposent de ressources adéquates contre la pandémie (57%), mais pas de l'assistance accordée aux ménages vulnérables (42%).
- Cependant, deux tiers (67%) des Togolais estiment que « beaucoup » (39%) ou « certaines » (28%) des ressources destinées à la lutte contre la COVID-19 ont été détournées à cause de la corruption.
- La majorité des citoyens acceptent que le gouvernement utilise les forces de sécurité pour faire respecter les mesures sanitaires (62%), mais ils pensent que le

gouvernement ne devrait pas censurer les reportages médiatiques pendant une crise sanitaire (56%).

■ **Pour l'avenir**

- La majorité des Togolais estiment que le gouvernement sera préparé pour faire face aux éventuelles urgences de santé publique (72%), mais qu'il doit investir plus de ressources sanitaires dans des préparations spéciales, même si c'est aux dépens d'autres services de santé (60%).

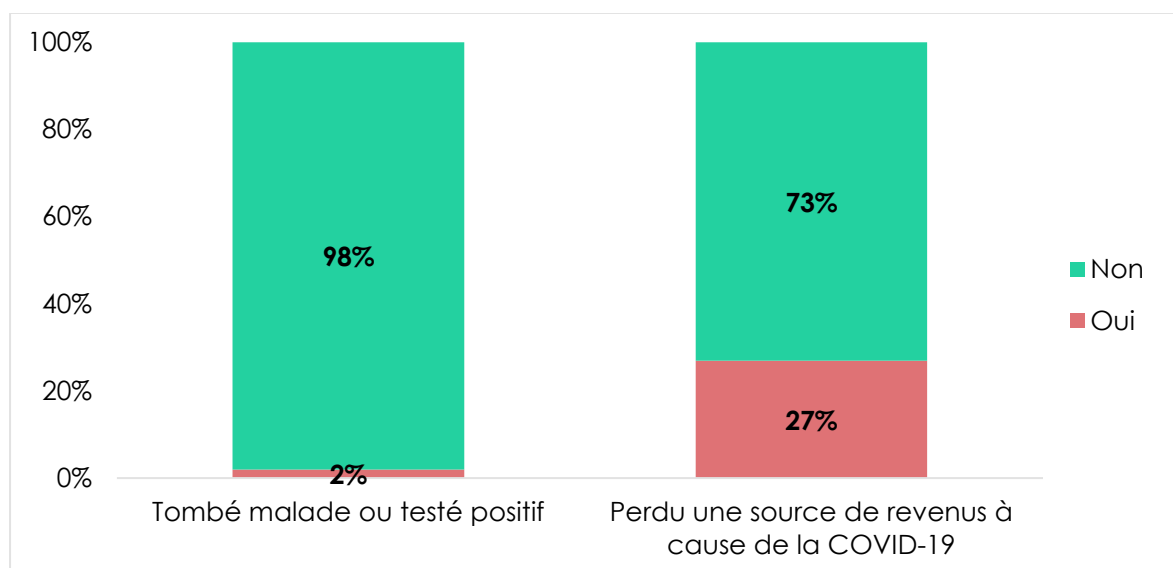
Impacts de la COVID-19

Plus du quart (27%) des Togolais disent qu'un membre de leur ménage a perdu un emploi, une entreprise ou une principale source de revenus à cause de la pandémie, et 2% affirment qu'un membre de leur foyer est tombé malade ou a été testé positif à la COVID-19 (Figure 1).

Le nombre de cas positifs semble un peu plus important à Lomé Commune (5%) que dans les autres régions du pays, et également chez les Togolais avec une éducation post-secondaire comparativement aux autres (Figure 2).

Quant aux pertes de source de revenus dues à la COVID-19, elles sont plus fréquentes chez les non-nantis¹ (33%) que chez les plus nantis (18%), chez les non-instruits (35%) que chez les plus instruits (19%), et dans les régions des Plateaux (42%), Maritime (34%) et Lomé Commune (27%) que dans les autres régions du pays, surtout la Savane (6%) et la Kara (7%).

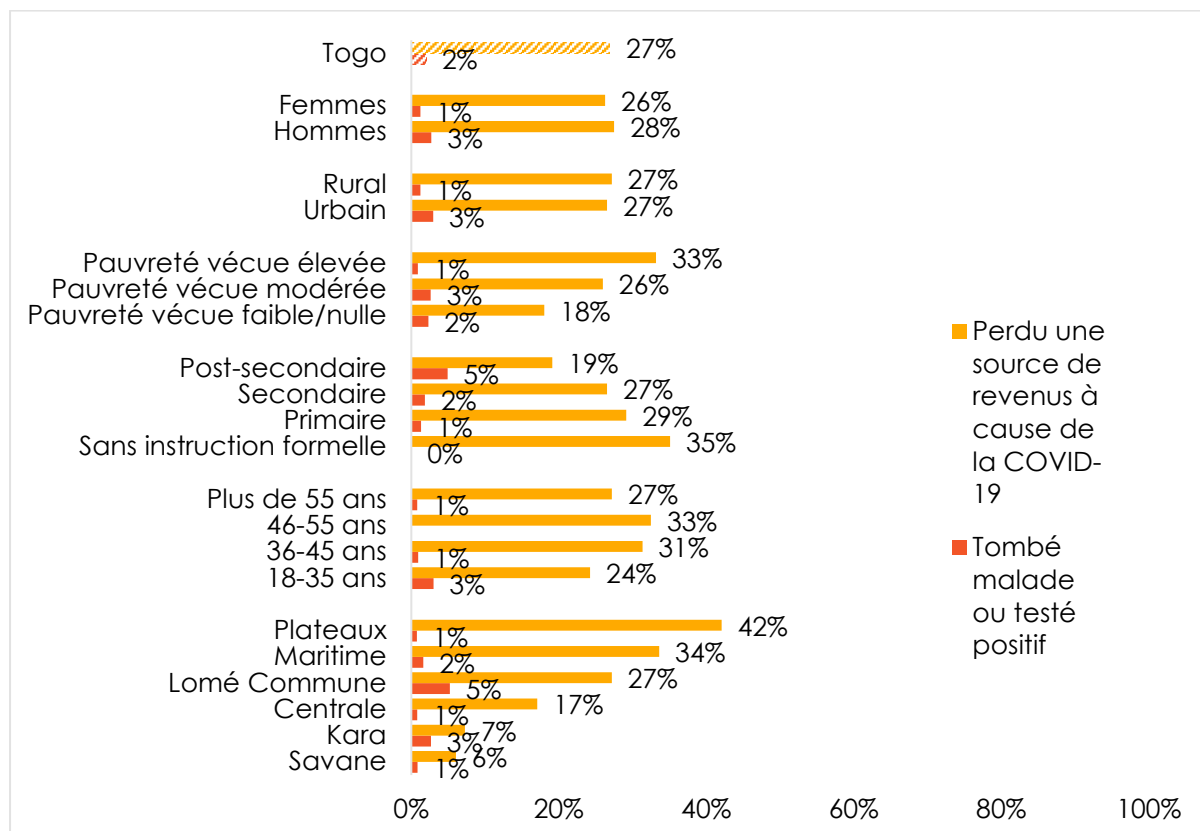
Figure 1 : Impacts de la COVID-19 | Togo | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Être tombé malade ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ?

¹ L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes & Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 2 : Impacts de la COVID-19 | par groupe démographique | Togo | 2022

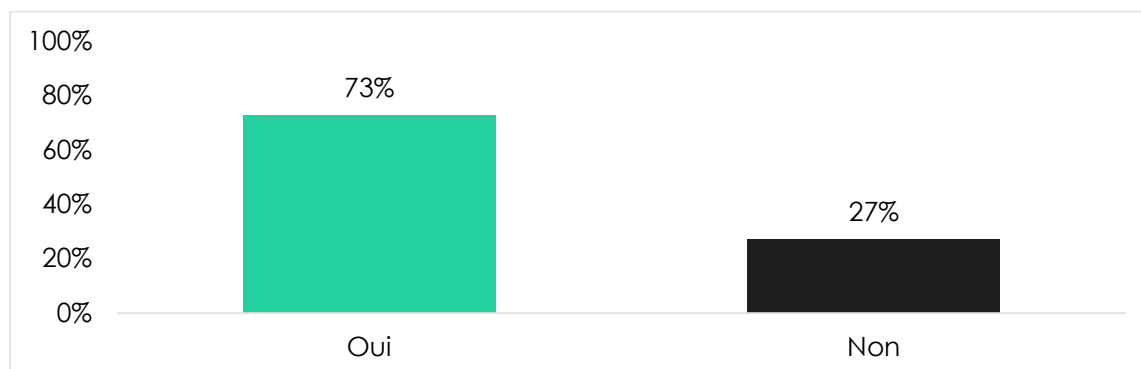


Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous personnellement ou un autre membre de votre ménage avez été affecté d'une quelconque des manières suivantes par la pandémie de la COVID-19 : Être tombé malade ou testé positif de la COVID-19 ? Perte temporaire ou permanente d'un emploi, d'une entreprise ou d'une principale source de revenus ? (% qui disent « oui »)

Sur les vaccins anti-COVID-19

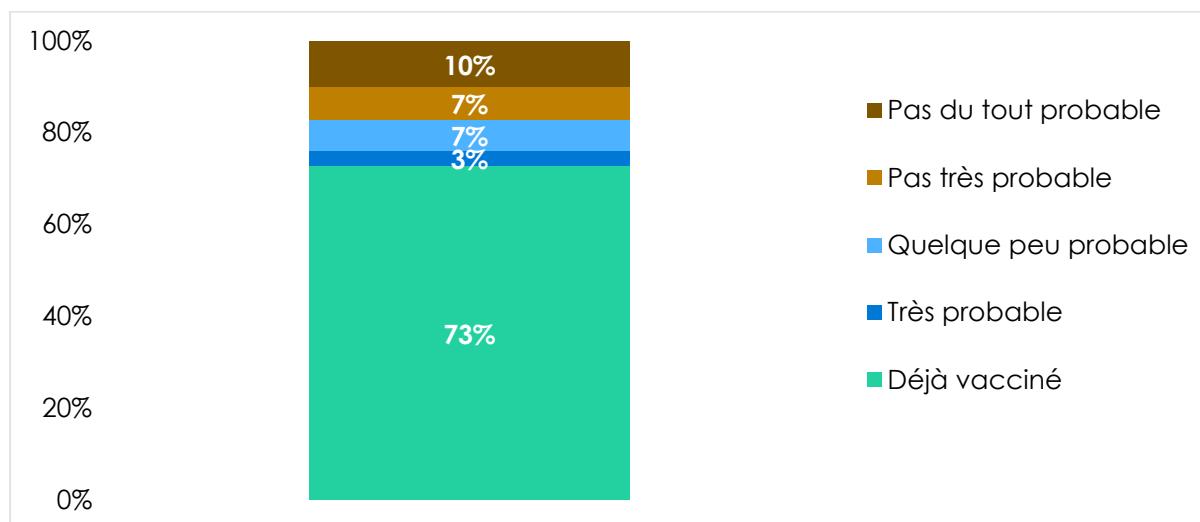
Environ trois quart (73%) des Togolais déclarent avoir reçu au moins une dose d'un vaccin contre la COVID-19 (Figure 3). Les restes (27%) n'ont pas été vaccinés, dont certains affirment qu'il n'est « pas du tout probable » (10% de l'ensemble des répondants) ou « pas très probable » (7%) qu'ils se fassent vacciner. Un sur 10 Togolais pensent qu'il est « quelque peu probable » (7%) ou « très probable » (3%) qu'ils se fassent vacciner (Figure 4).

Figure 3 : Avoir reçu une vaccination contre la COVID-19 | Togo | 2022



Question posée aux répondants : Avez-vous reçu une vaccination contre la COVID-19, une ou deux doses ?

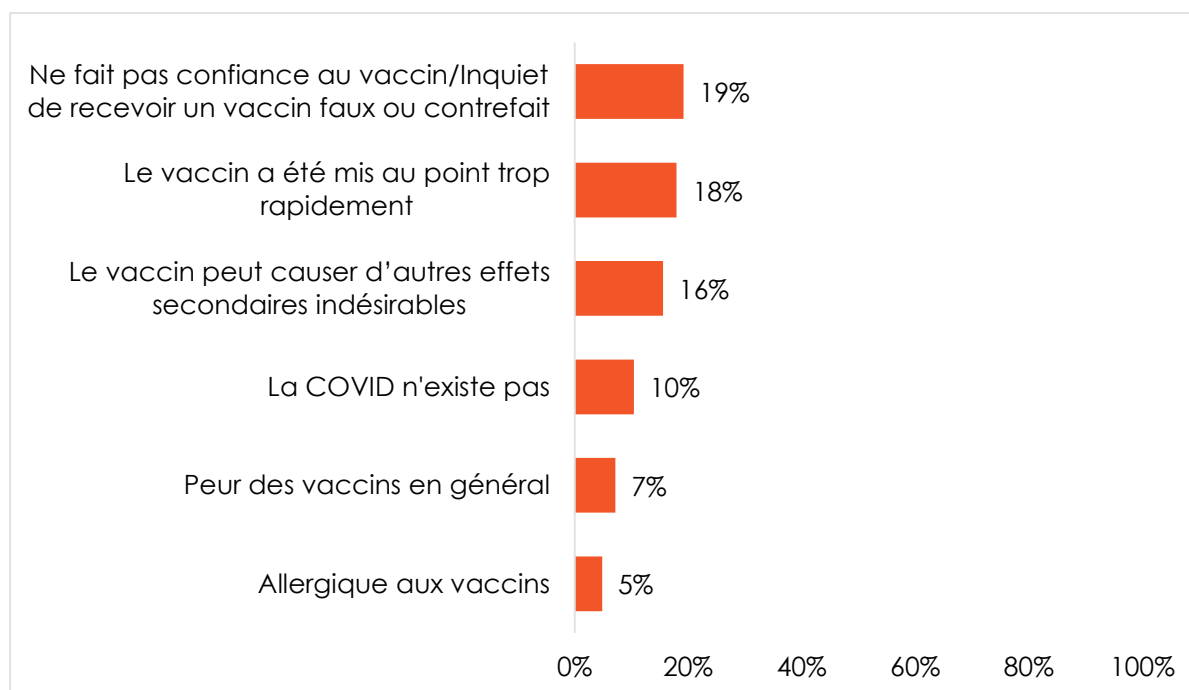
Figure 4 : Probabilité de se faire vacciner contre la COVID-19 | Togo | 2022



Question posée aux répondants : Si un vaccin de la COVID-19 devient disponible, quelle est la probabilité que vous essayiez de vous faire vacciner ?

Parmi les citoyens qui disent qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner, plus de la moitié (53%) évoquent la sécurité du vaccin : ils ne font pas confiance au vaccin ou sont inquiets de recevoir un vaccin faux ou contrefait (19%), estiment que le vaccin a été mis au point trop rapidement (18%), ou pensent que le vaccin peut causer d'autres effets secondaires indésirables (16%). Environ le quart d'entre eux ont des opinions qui vont du reniement de l'existence de la COVID-19 (10%) à l'allergie aux vaccins (5%), en passant par la peur des vaccins en général (7%) (Figure 5).

Figure 5 : Raisons du rejet de la vaccination contre la COVID-19 | Togo | 2022

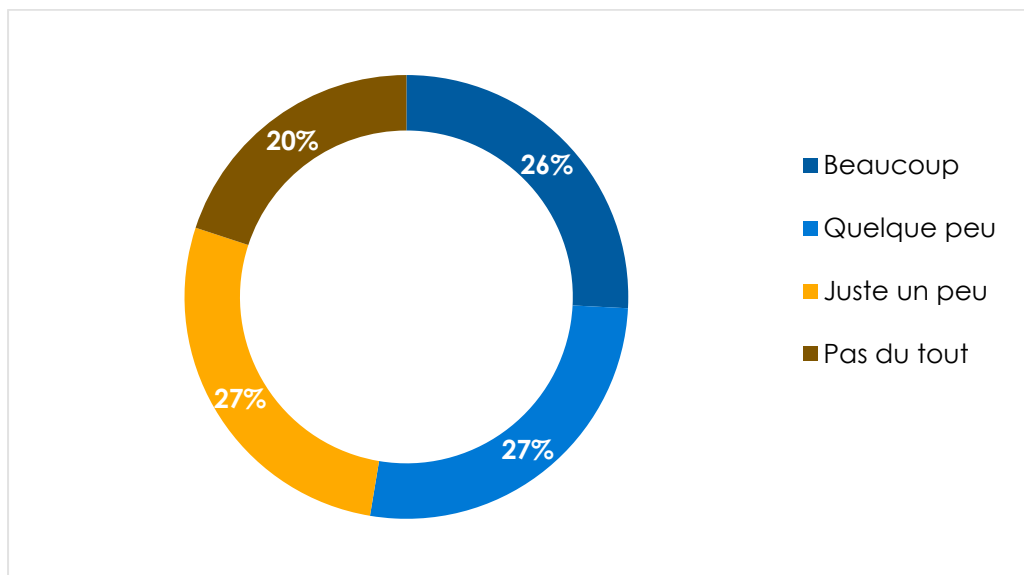


Question posée aux répondants qui disent qu'il n'est pas probable qu'ils se fassent vacciner : Quelle est la principale raison pour laquelle il est peu probable que vous receviez un vaccin contre la COVID-19 ?

La sécurité du vaccin est un facteur qui peut motiver les citoyens à se faire vacciner contre la pandémie de COVID-19. Cette sécurité est-elle garantie par l'Etat ?

Plus de la moitié des Togolais (53%) disent faire « quelque peu » (27%) ou « beaucoup » (26%) confiance au gouvernement pour garantir la sécurité des vaccins contre la COVID-19, tandis qu'une forte minorité (47%) disent lui faire « juste un peu » (27%) ou « pas du tout » (20%) confiance en la matière (Figure 6).

Figure 6 : Confiance au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins anti-COVID-19 | Togo | 2022

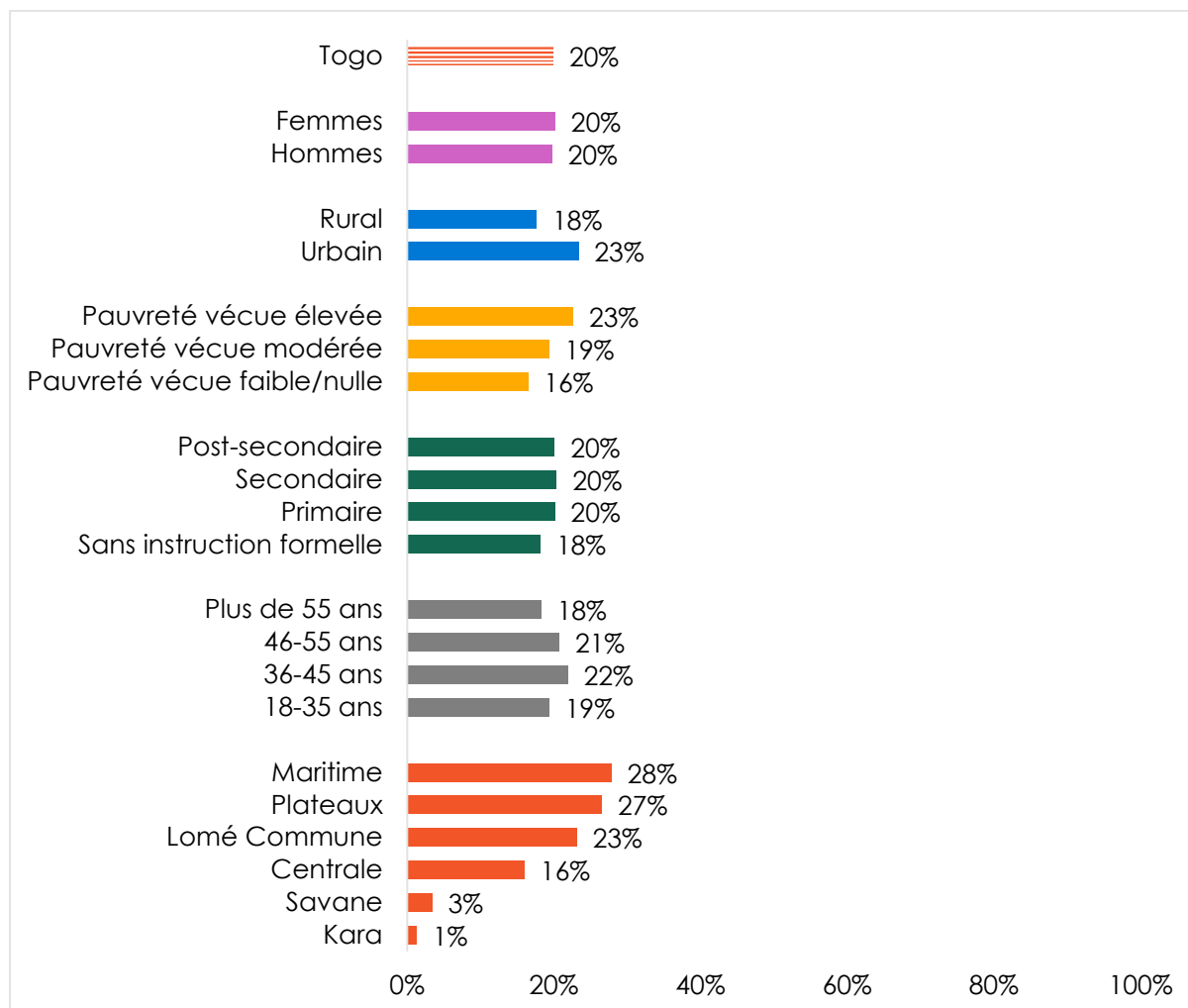


Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens togolais est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ?

La méfiance vis-à-vis du gouvernement pour assurer la sûreté des vaccins varie selon les groupes démographiques clés. La propension à ne pas du tout faire confiance au gouvernement dans ce domaine est plus élevée chez les citadins (23%), chez les moins nantis (23%), et dans les régions Maritime (28%) et Plateaux (27%) que respectivement chez les villageois (18%), les plus nantis (16%) et dans les autres régions du Togo (Figure 7).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 7 : « Pas du tout confiance » au gouvernement pour garantir la sûreté des vaccins anti-COVID-19 | par groupe démographique | Togo | 2022



Question posée aux répondants : A quel point faites-vous confiance au gouvernement pour assurer que n'importe quel vaccin de la COVID-19 qui est développé ou offert aux citoyens togolais est sûr avant qu'il soit utilisé dans ce pays ? (% qui disent « pas du tout confiance »)

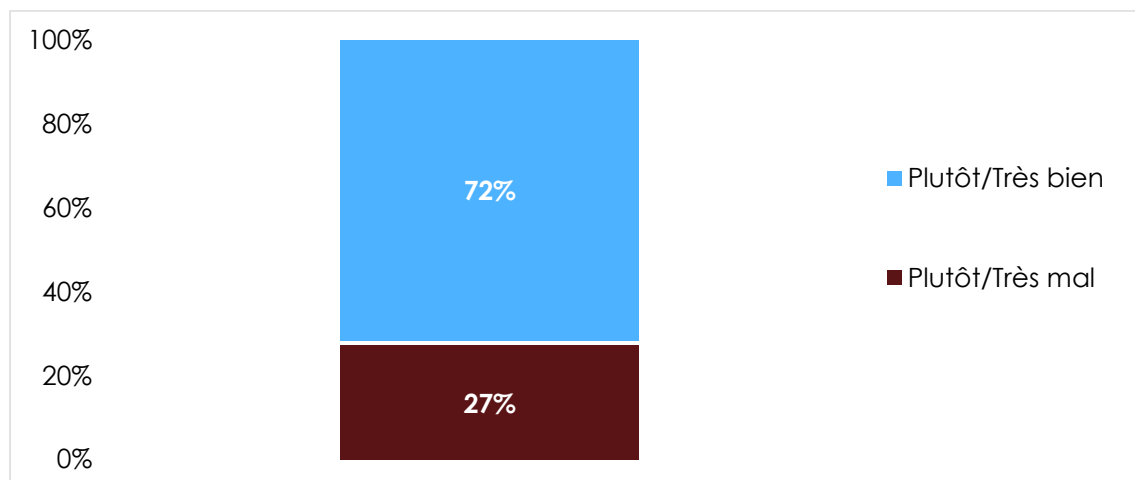
Gestion de la pandémie

Les Togolais sont satisfaits de la réponse que leur gouvernement apporte à la crise sanitaire de COVID-19. Plus de sept sur 10 (72%) d'entre eux pensent que le gouvernement gère « plutôt bien » ou « très bien » la réponse à la pandémie de coronavirus (Figure 8).

Deux tiers (65%) des citoyens se disent satisfaits des efforts déployés par le gouvernement pour minimaliser les perturbations dans l'éducation des enfants. Environ six sur 10 (57%) disent l'être pour la fourniture de ressources convenables aux structures sanitaires pour faire face à la pandémie (Figure 9).

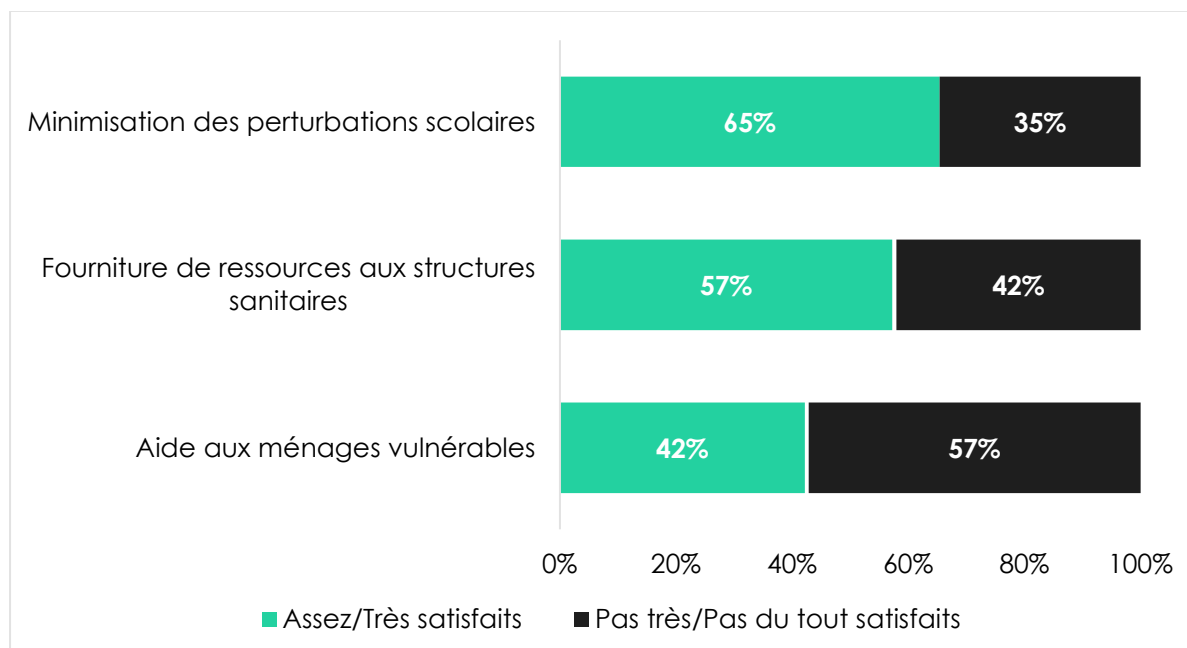
En revanche, la majorité (57%) des citoyens se disent insatisfaits de l'assistance apportée aux ménages vulnérables par le gouvernement.

Figure 8 : Perception sur la gestion de la pandémie par le gouvernement | Togo | 2022



Question posée aux répondants : A quel point diriez-vous que le gouvernement actuel conduit bien ou mal la gestion de la réponse de la pandémie de COVID-19 ?

Figure 9 : Satisfaction par rapport à certains aspects de la gestion de la COVID-19 par le gouvernement | Togo | 2022



Questions posées aux répondants : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait ou insatisfait de la réponse du gouvernement à la COVID-19 dans les domaines suivants :

Aider les ménages vulnérables ?

Veiller à ce que les perturbations dans l'éducation des enfants soient réduites au minimum ?

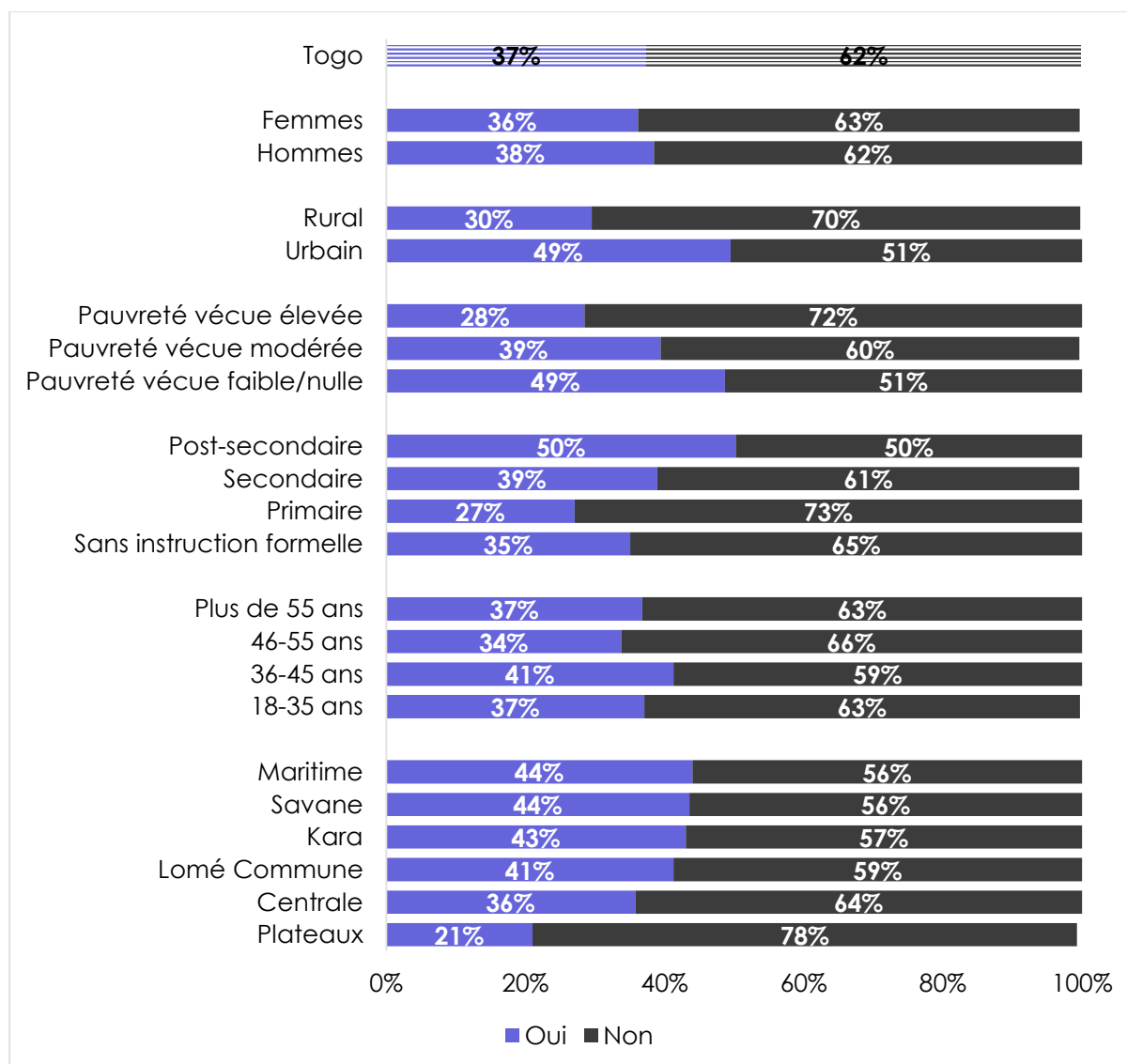
S'assurer que les établissements de santé disposent des ressources adéquates pour répondre à la pandémie de COVID-19 ?

Aide d'urgence durant la pandémie

Plus de six Togolais sur 10 (62%) déclarent que leur ménage n'a bénéficié d'aucune assistance du gouvernement relative à la COVID-19, pendant que 37% affirment en avoir reçu (Figure 10).

Les citoyens semblent avoir plus bénéficié de l'aide d'urgence que les villageois (49% vs. 30%). Aussi, les plus nantis (49%), les plus instruits (50%) et les résidents des régions Maritime (44%), Savane (44%), Kara (43%) et Lomé Commune (41%) ont bénéficié de l'assistance d'urgence plus que les moins nantis (28%-39%), les moins instruits (27%-39%) et les résidents des régions Centrale (36%) et Plateaux (21%).

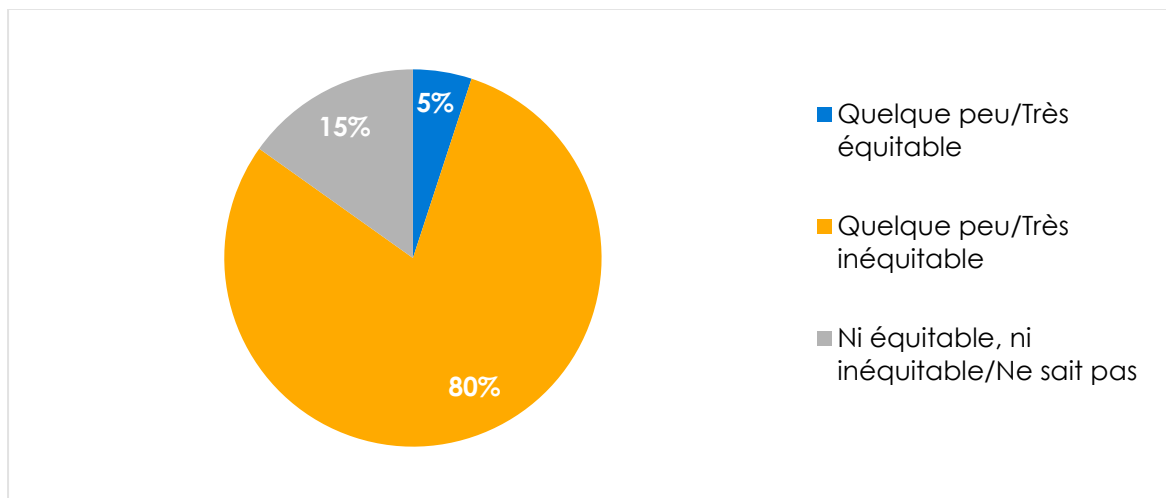
Figure 10 : Avoir bénéficié d'une assistance pendant la COVID-19 | par groupe démographique | Togo | 2022



Question posée aux répondants : Depuis le début de la pandémie de la COVID-19, avez-vous ou votre ménage reçu une quelconque assistance du gouvernement, comme nourriture, paiement en espèces, allègement des paiements de facture, ou autre assistance que vous ne receviez normalement pas avant la pandémie ?

Bien que la majorité des Togolais apprécie bien la gestion que fait le gouvernement de la pandémie de COVID-19, la grande majorité (80%) d'entre eux estiment que la distribution de l'aide gouvernementale aux personnes pendant la crise était inéquitable (Figure 11).

Figure 11 : Perception sur l'équité dans la distribution de l'aide | Togo | 2022

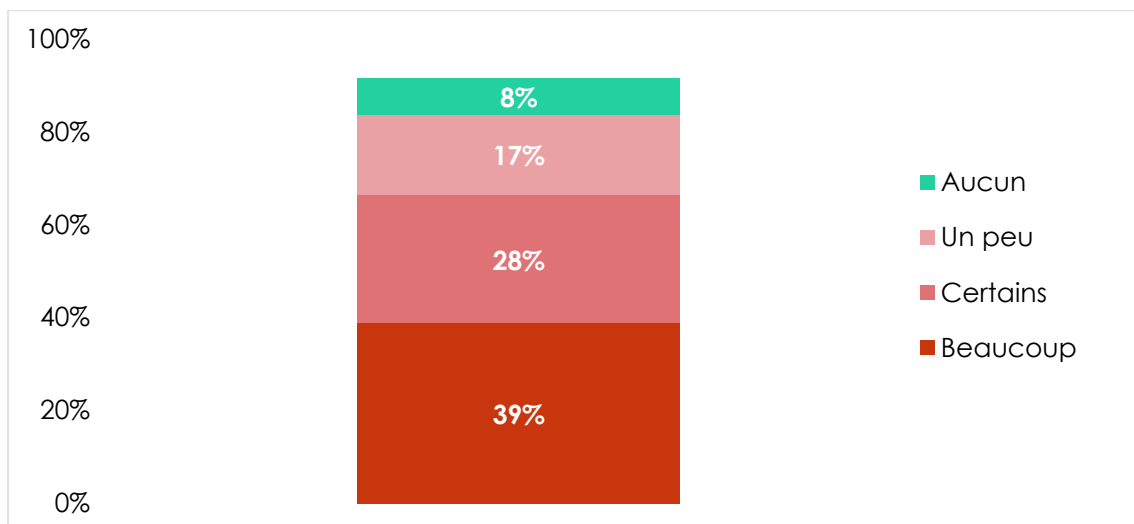


Question posée aux répondants : Pensez-vous que la distribution de l'aide gouvernementale aux personnes pendant la pandémie de COVID-19, par exemple par le biais des emballages alimentaires ou paiement en espèces, a été équitable ou inéquitable ?

Perception de détournement de ressources

Des fonds ont été levés d'urgence pour faire face à la pandémie de COVID-19 et ses conséquences socio-économiques au Togo tout comme dans d'autres pays. Les deux tiers (67%) des Togolais pensent que « beaucoup » (39%) ou « certains » (28%) de ces fonds ont été perdus ou volés à cause de la corruption (Figure 12).

Figure 12 : Perception sur le détournement de moyens de lutte contre la COVID-19 | Togo | 2022



Question posée aux répondants : Considérant tous les fonds et ressources disponibles pour le gouvernement pour combattre et répondre à la pandémie de la COVID-19, combien pensez-vous ont été perdu ou volé à cause de la corruption ?

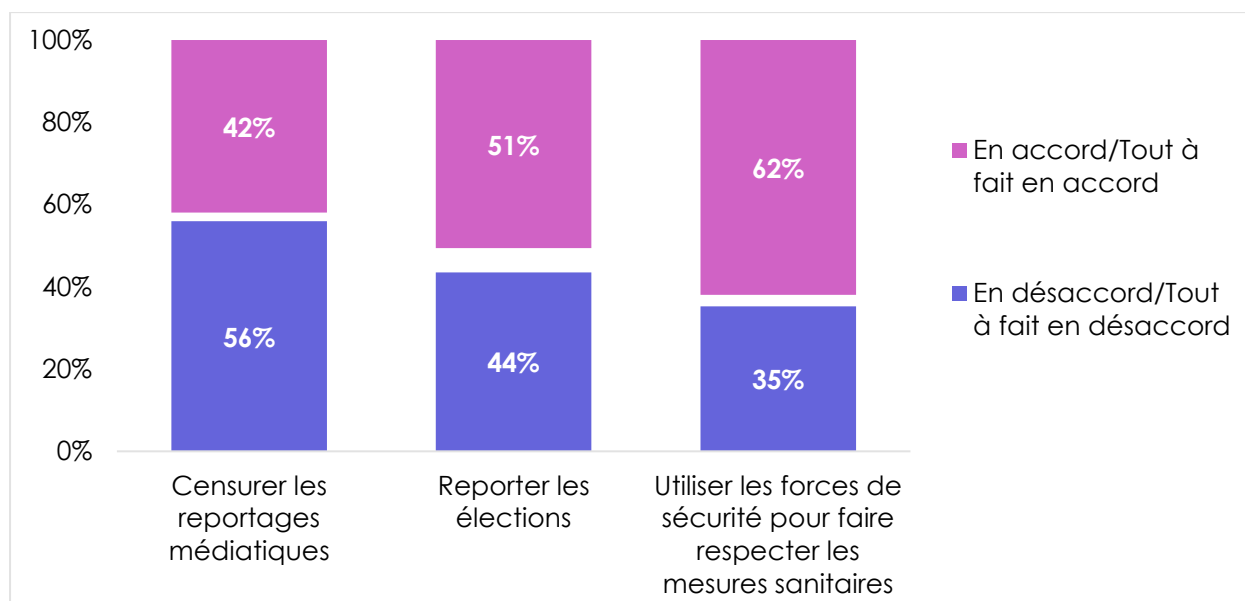
Les libertés pendant une crise sanitaire

Pendant cette pandémie de la COVID-19, beaucoup de libertés ont été restreintes au nom des mesures de riposte.

Au Togo, la majorité des citoyens sont d'accord pour dire qu'il est justifié que le gouvernement utilise les forces de sécurité pour faire respecter les mesures sanitaires (62%) ou reporte les élections (51%) (Figure 13).

En revanche, ils sont une majorité (56%) à refuser la censure des médias lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19.

Figure 13 : Pandémie et démocratie | Togo | 2022



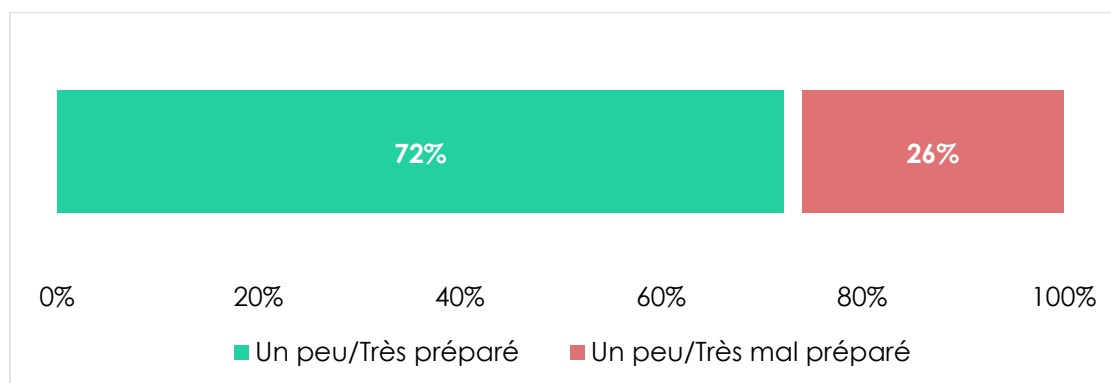
Questions posées aux répondants : Lorsque le pays fait face à une urgence de santé publique comme la pandémie de COVID-19, êtes-vous en accord ou en désaccord qu'il est justifié pour le gouvernement de limiter temporairement la démocratie ou les libertés démocratiques en prenant les mesures suivantes ?

Préparation aux futures crises sanitaires

Avec l'expérience actuelle de la pandémie de coronavirus, à quel point sera préparé le gouvernement togolais pour faire face à d'éventuelles crises à l'avenir ?

La majorité (72%) des répondants trouvent que leur gouvernement sera « un peu » ou « très » préparé pour faire face aux futures urgences sanitaires publiques (Figure 14).

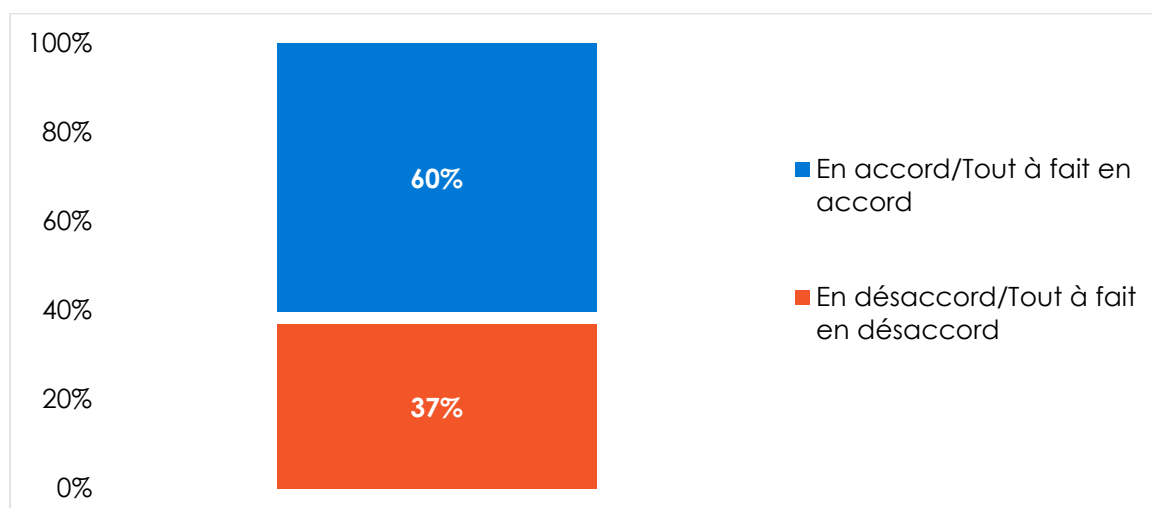
Figure 14 : Préparation aux futures urgences sanitaires | Togo | 2022



Question posée aux répondants : Après avoir vécu la pandémie de COVID-19 au Togo, dans quelle mesure pensez-vous que le gouvernement sera préparé ou non pour faire face aux futures urgences de santé publiques ?

Cependant, six sur 10 (60%) des répondants trouvent que le gouvernement doit investir plus de ressources sanitaires dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si c'est aux dépens des ressources d'autres services de santé (Figure 15).

Figure 15 : Plus d'investissement dans la préparation aux urgences sanitaires ?
 | Togo | 2022



Question posée aux répondants : Êtes-vous en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Notre gouvernement doit investir davantage de nos ressources de santé dans des préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires comme la COVID-19, même si cela signifie moins de ressources disponibles pour d'autres services de santé ?

Conclusion

Si sur le plan sanitaire, les effets de la pandémie de coronavirus ont été relativement limités sur les populations togolaises, sur le plan économique les conséquences ont été plus sévères. Ainsi, une importante minorité des citoyens ont perdu leurs sources de revenus, et les plus vulnérables ont été les plus atteints.

Le gouvernement togolais a reçu un satisfecit des populations en ce qui concerne la gestion de la pandémie y compris les volets concernant la limitation des impacts sur le système scolaire et la disponibilité des ressources adéquates dans les centres de santé. L'aide aux ménages est le volet qui a le moins reçu l'adhésion des populations. Une minorité des ménages ont reçu cette aide, et la plupart des gens trouvent qu'elle a été inéquitablement distribuée. De plus, les Togolais dans leur majorité trouvent qu'une bonne partie des ressources mobilisées pour répondre à la pandémie ont été perdues à cause de la corruption.

En matière de restriction des libertés, si les Togolais trouvent normal que le gouvernement utilise les forces de défense et de sécurité pour faire respecter les mesures prises ou de reporter des élections, ils estiment que la pandémie ne justifie pas la censure des médias.

Enfin, les Togolais trouvent que leur gouvernement sera prêt pour faire face à une autre crise comme celle-ci mais recommandent que ce dernier mette plus de ressources de santé dans les préparations spéciales pour répondre aux urgences sanitaires futures.

Références

- Akinocho, H. (2021). La COVID-19 au Togo : Les citoyens sont satisfaits de la réponse du gouvernement mais sceptiques quant aux vaccins. Dépêche d'Afrobarometer No. 429.
- Akofa, E. (2023). Gestion des fonds covid : Grogne au Sénégal, le Togo retient son souffle. Africa Top Success.
- Ba, M. (2023). Gestion fonds covid : Les détails de l'enquête de la DIC. Pulse.sn. 7 février.
- Banque Africaine de Développement. (2021). African economic outlook 2021.
- Banque Africaine de Développement. (2022). African economic outlook 2022.
- Darga, L. A. (2021). Mauritians praise government's COVID-19 response but suspect corruption, distrust politicians. Dépêche d'Afrobarometer No 427.
- Dossavi, A. R. (2023). Togo : La cour des comptes relève quelques irrégularités dans la gestion des fonds covid en 2020. TogoFirst. 7 février.
- Human Rights Watch. (2021). IMF: Scant transparency for covid-19 emergency loans. 30 March.
- Kouamé, L.-PH. A. (2023). Togo : La cour des comptes révèle des anomalies de gestion sur les fonds covid. Burkina24.com.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- Ndoma, S., Moyo-Nyede, S., & Kugarakuripi, J. (2021). Zimbabweans endorse government's COVID-19 response but voice concerns about corruption and lack of assistance. Dépêche d'Afrobarometer No. 458.
- Office des Nations Unies Contre la Drogue et le Crime. (2020). Covid-19 emergency support packages in West and Central Africa.
- Sanny, J. A.-N. (2022). Africans see unfair distribution of COVID-19 relief assistance, loss of resources to corruption. Dépêche d'Afrobarometer No. 574.
- Seydou, A. (2021). Corruption, mistrust, and praise? Assessing governments' management of the COVID-19 pandemic in West Africa. Dépêche d'Afrobarometer No. 439.
- Site d'Information Officiel du Gouvernement. (2023). Tableau de bord des urgences sanitaires.

Hervé Akinocho est le directeur du Center for Research and Opinion Polls (CROP), le partenaire national d'Afrobarometer au Togo. Email : herve.akinocho@crop-africa.org

Komi Amewunou est le rédacteur en chef adjoint d'Afrobarometer. Email : akomi@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 609 | 27 février 2023